



**UNIVERSITE CHEIKH  
ANTA DIOP DE DAKAR**

**ECOLE DOCTORALE SCIENCES  
JURIDIQUES, POLITIQUES,  
ECONOMIQUES ET DE GESTION  
(ED-JPEG)**



**LABORATOIRE DE RECHERCHES  
ECONOMIQUES ET MONETAIRES**

Seydi Ababacar DIENG

**Processus d'intégration économique sous-  
régionale et performances macroéconomiques des  
pays de la CEDEAO**

**Document de travail n° 1**

**Novembre 2012**

**LAREM – UCAD  
Sénégal**

**ADRESSE : FASEG/UCAD, BP : 47337 Dakar-Liberté, Dakar, Sénégal  
SITE INTERNET : [www.larem-ucad.org](http://www.larem-ucad.org)**

## **Processus d'intégration économique sous-régionale et performances macroéconomiques des pays de la CEDEAO**

### **Résumé**

Le processus d'intégration économique sous-régionale en cours devrait théoriquement avoir une influence positive sur les performances macroéconomiques enregistrées par les pays membres de la CEDEAO. Les résultats des analyses statistiques et graphiques révèlent globalement que le processus d'intégration sous-régionale n'a pas un impact positif significatif sur les principales variables macroéconomiques des pays membres.

Les performances économiques n'ont pas été à la hauteur des espoirs suscités par le regroupement des pays au sein d'une communauté économique. La situation du commerce extérieur des pays membres de la CEDEAO ne s'est pas significativement améliorée. Aussi, malgré les efforts consentis par ces pays, en particulier ceux de la zone UEMOA, pour respecter un des critères de convergence relatif au solde budgétaire, la maîtrise des dépenses publiques demeure toujours d'actualité. On note, cependant, une convergence du revenu réel par habitant, ce résultat est un signe encourageant pour la suite du processus d'intégration économique en cours.

**Mots clés :** intégration économique, performance macroéconomique, convergence.

### **Abstract**

The sub-regional economic integration process underway should theoretically have a positive impact on macroeconomic performance recorded by the member countries of ECOWAS. The results of statistical and graphical analyzes generally show that the sub-regional integration process has a significant positive impact on the main macroeconomic variables of member countries.

Economic performance has not been up to the expectations raised by the grouping of countries into an economic community. The situation of foreign trade in the ECOWAS countries has not significantly improved. Also, despite the efforts of these countries, especially those in the WAEMU zone, to meet convergence criteria on the budgetary balance, control of public expenditure is still topical. We note, however, a convergence of real per capita income, this result is an encouraging sign for the continuation of the economic integration process underway.

**Keywords :** economic integration, macroeconomic performance, convergence.

## Introduction

La problématique de l'intégration économique des pays en développement, en particulier des pays africains, suscite un vif intérêt dans le contexte actuel de la mondialisation caractérisé, entre autres, par la multiplication des accords commerciaux régionaux. La récente crise financière et ses conséquences néfastes sur les économies des pays pauvres montrent, encore une fois, la nécessité pour ces pays de se regrouper au sein d'une union économique et monétaire possédant une taille critique. En effet, une intégration économique – régionale ou sous-régionale – robuste permet aux pays membres de pouvoir bénéficier des effets synergiques des projets collectifs et de gérer de manière plus efficace les conséquences des chocs externes de nature diverse.

La plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest se sont engagés dans un processus d'intégration économique sous-régionale. Certains pays sont simultanément membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), tandis que d'autres sont uniquement membres de la CEDEAO.

L'intégration économique sous-régionale ne sera effective que si les pays membres arrivent à respecter les critères de convergence macroéconomique – à savoir, la convergence nominale et la convergence réelle. Le processus d'intégration économique est donc un processus de convergence macroéconomique dont l'objectif est d'atténuer, voire de gommer les disparités monétaires et économiques afin d'avoir une évolution homogène des futurs États membres de l'Union économique et monétaire de la CEDEAO. Plus précisément, il s'agit de favoriser la convergence nominale, c'est-à-dire la similarité de fonctionnement des économies par une politique de stabilité monétaire. La convergence nominale désigne plus particulièrement l'évolution des variables coûts et prix ainsi que leurs déterminants sous-jacents – taux de change, taux d'intérêt et les différents ratios de finances publiques.

Le respect de la stabilité monétaire devrait, à moyen terme, faciliter la croissance économique et la convergence réelle des pays membres – rapprochement des structures productives et des niveaux de vie (PIB/habitant). C'est dans cette optique que des critères de convergence ont été imposés aux pays membres de la CEDEAO. Le processus d'intégration sous-régionale couvre donc la période qui débute avec l'adhésion des pays à la CEDEAO et doit se terminer avec le respect strict des différents critères<sup>1</sup> par les pays membres.

Cependant, la viabilité et la crédibilité d'une Union monétaire exige une cohésion économique et politique entre les États membres, pour éviter le risque futur de désintégration de l'union monétaire<sup>2</sup>. Ce risque est fort peu probable pour le cas spécifique de la CEDEAO car la dimension politique est présente dans le processus d'intégration sous-régionale. Toutefois, le volet politique de l'intégration sous-régionale n'est pas pris en compte dans cette contribution.

Par performances macroéconomiques, nous entendons les performances économiques, monétaires et financières. Seules les performances économiques sont étudiées ici<sup>3</sup>. Celles-ci sont appréciées à partir des agrégats suivants : revenu réel par habitant, solde des transactions courantes et solde du budget de l'Etat.

L'objectif de cette contribution, qui s'inscrit essentiellement dans une perspective positive, est de s'interroger sur l'impact du processus d'intégration économique sous-régionale sur les performances économiques des pays membres de l'UEMOA et de la CEDEAO. L'hypothèse principale consiste à avancer que les progrès réalisés dans la marche vers l'intégration économique sous-régionale n'ont pas – pour le moment – une influence significative sur les performances économiques enregistrées par les pays membres de ces deux structures collectives.

---

<sup>1</sup> Les différents critères de convergence des pays de l'UEMOA sont exposés en annexe à la page 16 de ce document.

<sup>2</sup> Pour des exemples de désintégration d'unions monétaires telle que celle des unions latine et scandinaves, voir J. Trottignon et B. Yvars (2002). *Economie monétaire européenne – chocs et politique économique en UEM*, Hachette-Les Fondamentaux, Paris.

<sup>3</sup> Les performances monétaires et financières seront traitées dans un autre working paper (à paraître).

Pour mieux apprécier les performances économiques réalisées par les pays membres – avant et après leur entrée dans l’UEMOA et/ou la CEDEAO –, nous utiliserons une approche statistique. L’étude va s’appuyer sur les données de la Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO) et de la Banque mondiale. La disponibilité des données est différente selon les pays et les variables économiques considérées ; ce qui explique la diversité des périodes de référence pour cette étude. Quel que soit le nombre d’années de la série statistique étudiée, nous privilégions trois sous périodes dans notre analyse : avant 1976, de 1976-1993, après 1993. Ce choix se justifie par le fait la CEDEAO a été créée en mai 1975 et qu’en 1993 est intervenue une révision du Traité visant à favoriser une accélération du processus d’intégration.

Dans cette perspective, nous étudierons l’évolution trois variables macroéconomiques dans les pays de la CEDEAO pour pouvoir apprécier l’impact du processus d’intégration en cours sur les performances de ces derniers. L’analyse de l’évolution du revenu réel par habitant sera exposée, dans un premier temps (1), celle du solde des échanges extérieurs suivra, dans un deuxième temps (2), et, dans un dernier temps, sera analysée l’évolution du solde budgétaire des pays membres de cette communauté (3).

## 1. Le revenu réel par habitant

Le revenu réel par habitant – ou PIB réel par habitant – est un indicateur macroéconomique fondamental en ce sens qu’il sert d’instrument de mesure du niveau de développement économique des pays. Bien que ne prenant pas en compte tous les aspects du développement, il est souvent utilisé pour établir un classement des pays. Cependant, l’Indicateur de Développement Humain (IDH) est le plus usité actuellement. L’IDH est indice composite qui intègre, outre le revenu, l’espérance de vie à la naissance et la scolarisation.

D’après le rapport 2009 du PNUD<sup>4</sup>, seuls trois pays sur les 16 membres de la CEDEAO sont classés dans le lot des pays ayant un IDH moyen. Il s’agit du Ghana, classé 152<sup>ème</sup> avec un IDH de 0,526, de la Mauritanie 154<sup>ème</sup> (0,520) et du Nigéria 158<sup>ème</sup> (0,511).

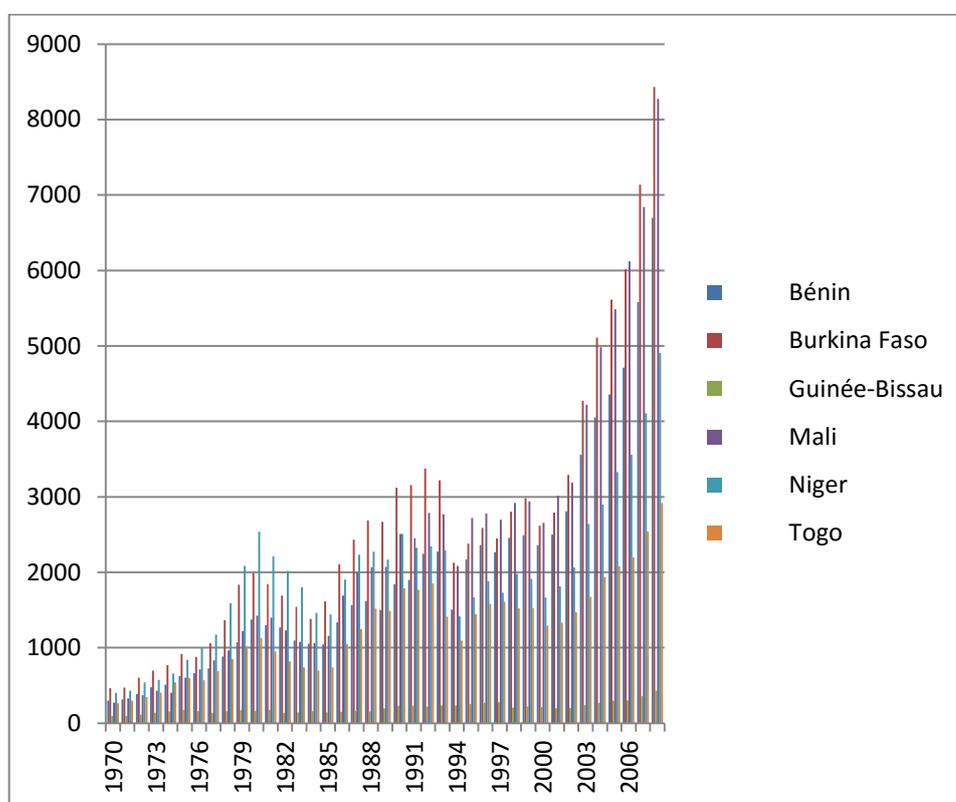
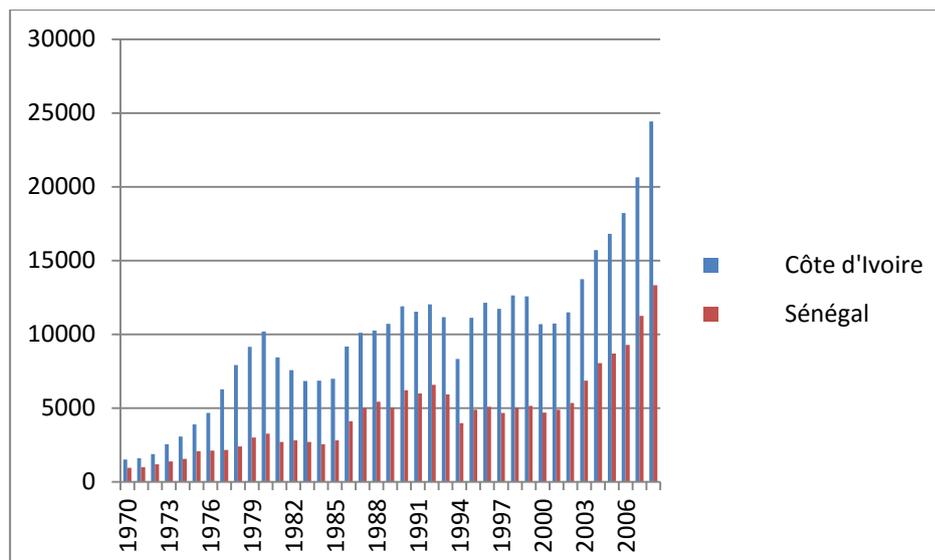
Tous les pays membres de la CEDEAO connaissent une hausse régulière de leur PIB/habitant durant la période antérieure à la création de cette Communauté (1970-1975), excepté le Ghana – baisse du revenu par habitant en 1973 et 1973 – et la Guinée – très légère baisse du PIB/habitant en 1971 (97,7 en 1970 et 96,9 en 1971).

L’adhésion des pays à la Communauté n’a pas favorablement affecté l’évolution de leur PIB/habitant. En effet, de 1976 à 1993, seule la Guinée enregistre une croissance régulière de son PIB/habitant. Le Ghana a aussi profité de son adhésion à la Communauté pour améliorer le niveau de richesse réelle par habitant, sauf pour les années 1982, 1983, 1992 et 1993. Tous les autres pays connaissent des évolutions irrégulières marquées par des hausses et des baisses du niveau de leur PIB/habitant. Le Nigéria, le plus grand des pays de la zone sur tous les plans, connaît trois évolutions contrastées : une croissance régulière du PIB/habitant de 1975 à 1980, une relative stabilité du PIB/habitant de 1981 à 1985, et une forte baisse du niveau de richesse par habitant en 1986 qui sera suivie d’une relative stabilité jusqu’en 1993. Les 18 premières années d’existence de la CEDEAO n’ont pas globalement permis aux pays membres de réaliser des performances positives et régulières en termes de revenu réel par habitant.

Graphiques 1 : PIB réel par habitant, en dollars des États-Unis aux prix courants et taux de change courants en millions pour les pays de l’UEMOA

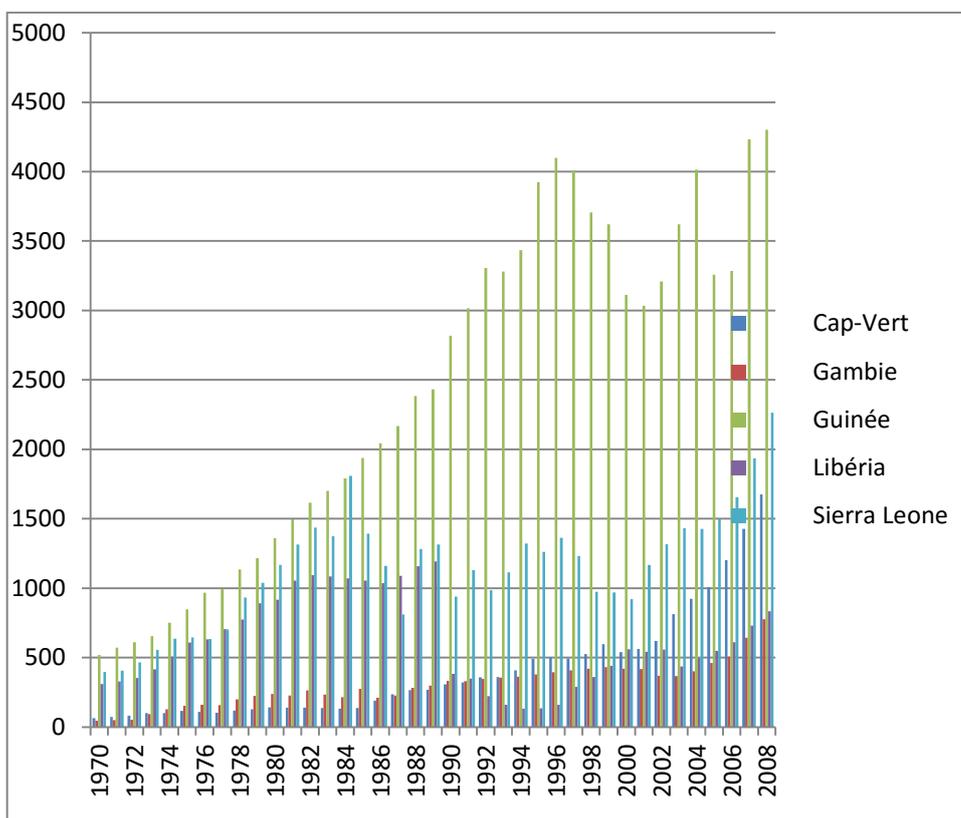
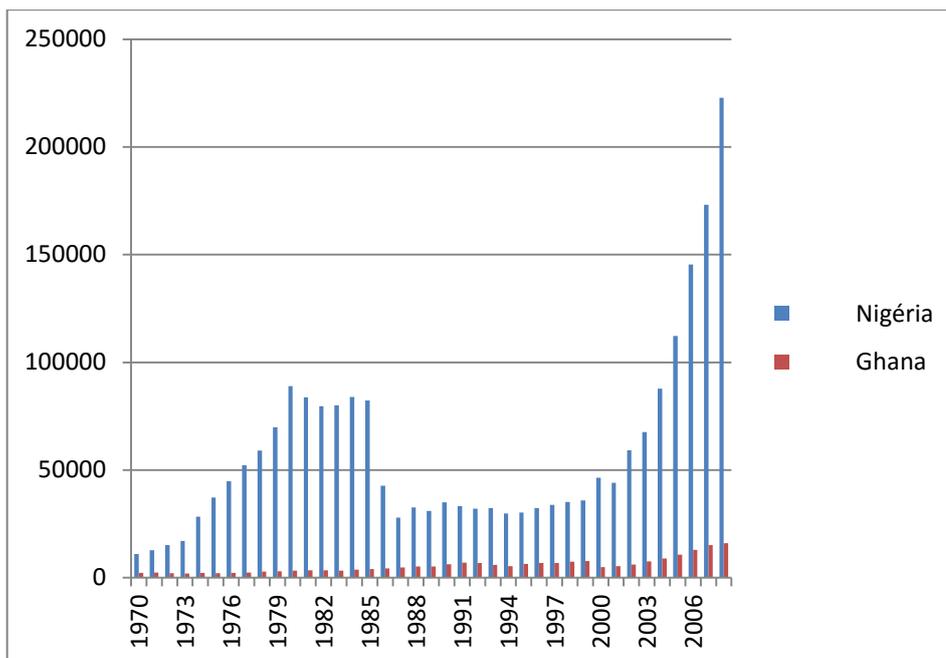
---

<sup>4</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) [2010]. *Human Development Index : A statistical update 2009*, Division de statistique de l’ONU. Pour information, la Norvège occupe la première place avec un IDH de 0,971.



La dernière sous-période, 1994-2008, est caractérisée par deux évolutions d'ensemble différentes. De 1994 à environ 2000, les pays connaissent des évolutions fluctuantes bien que moins marquées pour la plupart d'entre eux. A partir du début des années 2000, la pente de la courbe du niveau de richesse réelle par habitant est ascendante pour la quasi-totalité des pays. En effet, de 2000 à 2008, un groupe de pays, composé du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Cap-Vert, de la Sierra Léone, du Burkina, du Mali, du Niger, du Ghana et du Togo, réalise une croissance régulière de leur PIB réel par habitant. Il en est de même pour le Nigéria, le Bénin et la Guinée Bissau mais à partir de 2001. Cependant, les autres pays ne vont connaître cette situation de hausse régulière de leur niveau de richesse réelle par habitant que plus tard : en 2003 pour le Libéria, en 2004 pour la Gambie et en 2005 pour la Guinée.

Graphiques 2 : PIB réel par habitant, en dollars des États-Unis aux prix courants et taux de change courants en millions pour les autres pays de la CEDEAO



Le Nigéria est le pays le plus riche de la CEDEAO devant le Ghana, la Cote d'Ivoire et le Sénégal. Les différences de niveau de richesse par tête sont significativement très importantes, et cette assertion est valable sur toute la période étudiée, 1970-2008. Par exemple, si l'on s'intéresse aux cas extrêmes, en considérant le pays le plus prospère, le Nigéria, et le pays le plus pauvre, la Gambie, de la zone, on constate que le premier a un revenu réel par habitant 236 fois plus élevé que celui du second en 1970. Cet écart s'est grandement creusé dans le temps puisqu'en 2008, le revenu réel par Nigérien est 287 fois plus important que celui d'un Gambien.

Au-delà des disparités constatées, on remarque, d'une manière générale, que les pays enregistrent des performances similaires en termes de PIB réel par habitant à partir du début des années 2000, en particulier le groupe des 9 pays cités ci-dessus. Cette convergence du niveau de richesse réelle par habitant constitue un résultat encourageant pour la suite du processus d'intégration des pays membres de la CEDEAO.

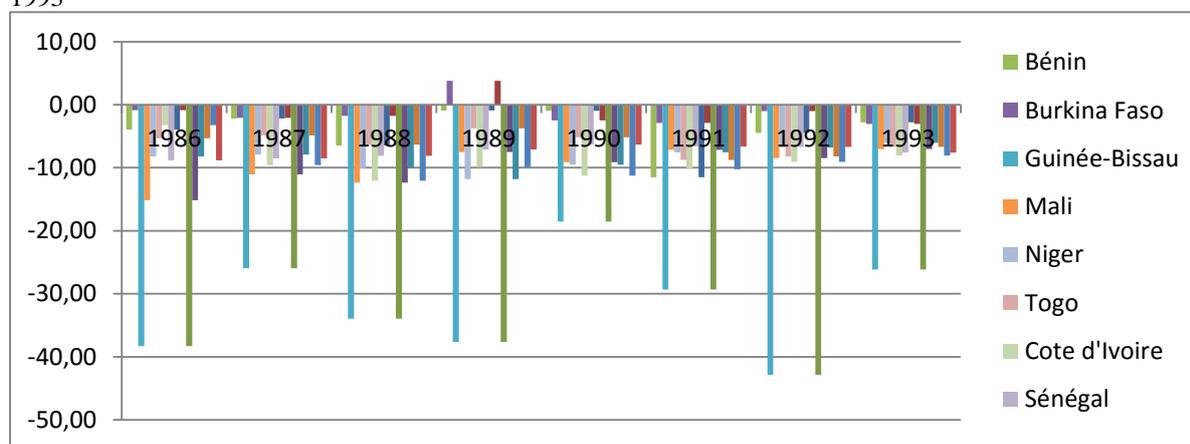
## 2. Le solde des transactions courantes

Plusieurs études et travaux de recherche ont montré que l'UEMOA ne constitue pas une zone monétaire optimale<sup>5</sup>. La CEDEAO, qui est une extension de l'UEMOA aux huit autres pays membres de la zone possédant chacun sa propre monnaie, n'est a priori pas une zone monétaire optimale. Toutefois, l'élargissement du marché devrait à la fois accroître les opportunités pour les pays membres de l'Union et faciliter la dynamique d'intégration par les échanges. Il est évident que l'accroissement effectif et significatif des échanges au sein de la CEDEAO requiert au préalable une diversification des structures productives des pays membres. En effet, la plupart des pays membres ont, pour le moment, opté pour la promotion de monocultures d'exportation centrées principalement sur le secteur primaire. Aussi, il importe de rappeler que ces pays commercent davantage avec le reste du monde – avec la France qui demeure le principal partenaire commercial pour les pays de l'UEMOA – qu'entre eux.

Cependant, l'objectif n'est pas ici d'étudier le caractère optimal ou non de la CEDEAO mais plutôt de voir si les économies des pays membres profitent du processus d'intégration en cours. Dans cette perspective, nous ne nous préoccupons pas de l'évolution des échanges intra-zone, qui devraient théoriquement s'accroître substantiellement au détriment des échanges entre les pays membres de la CEDEAO et les autres pays ou groupes de pays non membres de l'Union.

L'examen à vue des différents graphiques montre très nettement que les pays de la CEDEAO enregistrent un déficit des transactions courantes sur toute la période étudiée. Compte tenu des données disponibles, seules deux sous-périodes sont considérées, 1986-1993 et 1994-2007 pour les pays de l'UEMOA et 1986-1993 et 1994-2008 pour les autres pays membres.

Graphique 3 : Solde des transactions courantes, en pourcentage du PIB pour les pays de l'UEMOA, de 1986 à 1993

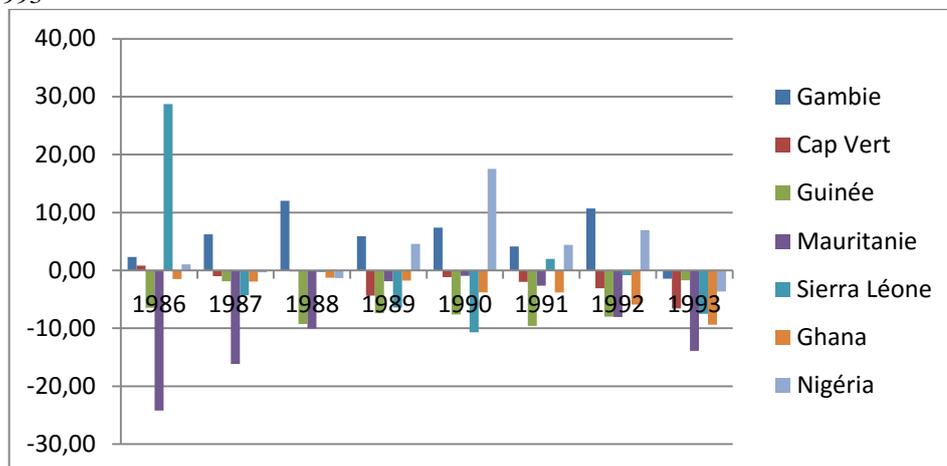


Pour la sous-période 1986-1993, les pays de l'UEMOA ont des résultats très médiocres, des déficits courants permanents ; la Guinée Bissau étant celui qui enregistre les déficits les plus importants. Le Burkina Faso est le seul pays qui réalise un excédent des transactions courantes en 1989 et des déficits relativement modérés pour toutes les autres années. En revanche, les autres pays membres ont des résultats plus satisfaisants que ceux de ces derniers. La Gambie et le Nigéria se

<sup>5</sup> Voir, en particulier, I. Aidara (2001). « L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à la lumière de la théorie des zones monétaires optimales : Etude diagnostique », Mémoire de DEA en Sciences Economiques, 6<sup>ème</sup> Promotion du PTCI, 75 p. F. S. Sarr (2010). « Les effets asymétriques d'une politique monétaire unique : cas de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine (U.E.M.O.A) », Thèse de doctorat en sciences Economiques, Université de Rennes 1, 235 p.

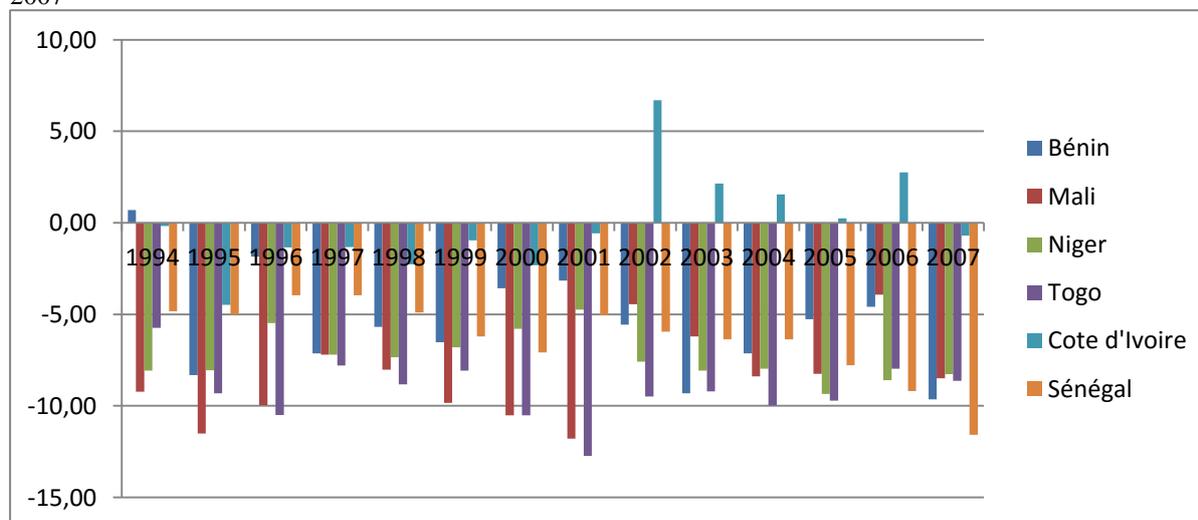
détachent très nettement des autres pays. La Gambie connaît une situation d'excédent courant sur toute la période, excepté la dernière, 1993. Le Nigéria réalise par moments des performances positives, en particulier en 1990 où il enregistre un excédent très important ; les années 1987, 1988 et 1993 sont caractérisées par des déficits relativement modérés. La Mauritanie est le bon dernier de ce groupe, avec parfois des déficits courants très élevés comme c'est le cas en 1986, 1987, 1988 et 1993.

Graphique 4 : Solde des transactions courantes, en pourcentage du PIB pour les autres pays de la CEDEAO, de 1986 à 1993



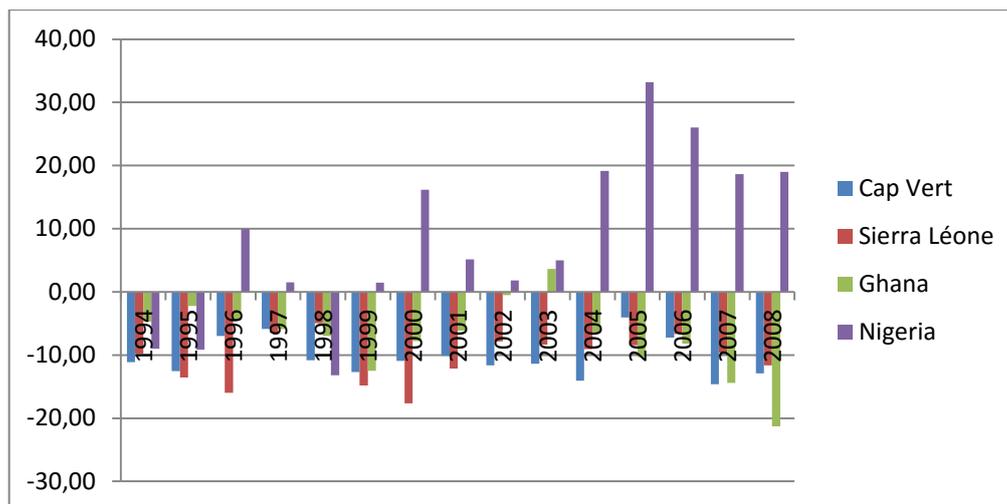
Quant à la sous-période 1994-2007, la Côte d'Ivoire demeure le seul pays performant, et ce à partir de 2002 jusqu'en 2006. Les autres pays enregistrent des résultats négatifs, plus particulièrement le Togo et le Mali.

Graphique 5 : Solde des transactions courantes, en pourcentage du PIB pour les pays de l'UEMOA, de 1994 à 2007



Les autres pays membres – dont les données sont disponibles – ont des résultats moins médiocres dans l'ensemble. Le compte courant nigérian est excédentaire sur toute la sous-période hormis les années 1994 et 1995 ; les années 2005 et 2006 étant les meilleures. Le solde des transactions courantes du Ghana n'est positif que pour l'année 2003. Les deux autres pays, le Sierra Léone et le Cap-Vert, ont des soldes négatifs sur toute la sous-période.

Graphique 6 : Solde des transactions courantes, en pourcentage du PIB pour les autres pays de la CEDEAO de 1994 à 2008



D'une manière générale, le processus d'intégration en cours n'a pas engendré une dynamique du commerce extérieur des pays membres de la CEDEAO. Le solde des échanges extérieurs de ces pays est le plus souvent en déficit sur toute la période étudiée.

### 3. Le solde budgétaire

L'importance du budget de l'Etat a été maintes fois mise en exergue par plusieurs économistes appartenant à des courants pensée économique différents. Selon l'approche théorique privilégiée, la conception du rôle de l'Etat à travers son budget n'est pas la même. Le budget a deux composantes, les recettes publiques – issues des prélèvements obligatoires (toutes sortes d'impôts et taxes) – et les dépenses publiques – d'investissement et de fonctionnement. Ces deux composantes sont étroitement liées et forment un couple indissociable. La hausse des dépenses publiques, conséquence logique de l'augmentation des tâches assignées à l'Etat, engendre inévitablement un accroissement des prélèvements obligatoires et par conséquent des recettes publiques.

Adolf Wagner (1892) a été un des premiers auteurs à proposer une théorie explicative de l'accroissement des dépenses publiques, en s'appuyant explicitement sur le processus d'industrialisation des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Allemagne. Wagner (1892) justifie la hausse des dépenses publiques par l'industrialisation, la diversification et l'urbanisation qui l'accompagnent, nécessitant des investissements d'infrastructures mais aussi par l'élévation du niveau de vie résultant des progrès économiques. A la fin des années 1960, Peacock et Wiseman élaborent une nouvelle théorie complétant la loi de Wagner : l'effet de déplacement, qui permet d'expliquer la hausse des dépenses publiques en période de guerre<sup>6</sup>, puis leur maintien à un niveau élevé malgré le retour à une situation normale.

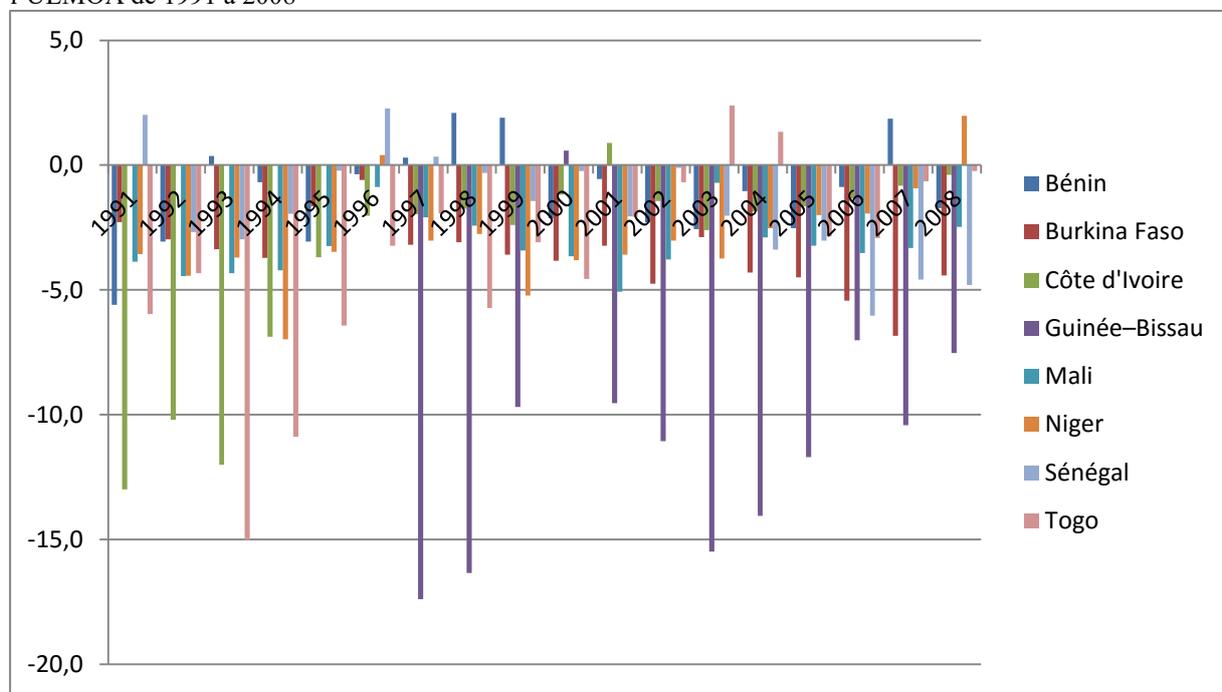
De manière schématique, deux grandes conceptions, libérale et interventionniste, s'opposent à propos des dépenses publiques et donc du déficit de l'Etat. Les libéraux, en particulier les économistes classiques, considèrent les dépenses publiques comme un poids pour l'économie tant par les prélèvements qu'elles impliquent, que par les choix de dépenses effectuées, celles-ci étant jugées beaucoup moins productives que la consommation des agents privés.

En revanche, les partisans de l'interventionnisme, plus particulièrement les keynésiens, affirment que les dépenses publiques jouent le rôle de stabilisateur de la conjoncture économique et d'assureur social – promotion de la solidarité sociale. En soutenant la demande en période de crise, les dépenses publiques peuvent favoriser la croissance économique. Aussi, les dépenses réalisées dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la recherche sont autant d'investissements porteurs de potentiel de croissance à moyen et long terme. C'est dans cette perspective que les théoriciens de la croissance endogène – R. Barro et R. Lucas – justifient l'utilité des dépenses publiques.

<sup>6</sup> Dans les années 1970, des économistes néolibéraux, tels que J. Buchanan et G. Tullock, ont tenté d'expliquer la poursuite de la hausse des dépenses publiques en période de paix par la théorie des choix publics.

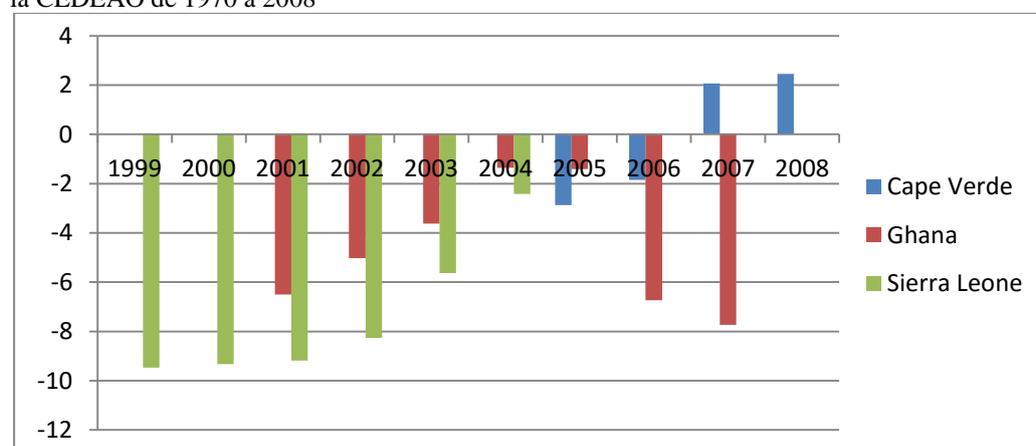
Quelle que soit la conception privilégiée, le bon sens indiquerait que l'on condamne les situations de déficit budgétaire important et chronique. En effet, un déficit significatif et permanent pénalise la croissance économique. L'équilibre budgétaire – et donc la maîtrise des dépenses publiques – est une nécessité pour les pays membres de la CEDEAO, qui souhaitent constituer une union économique et monétaire crédible.

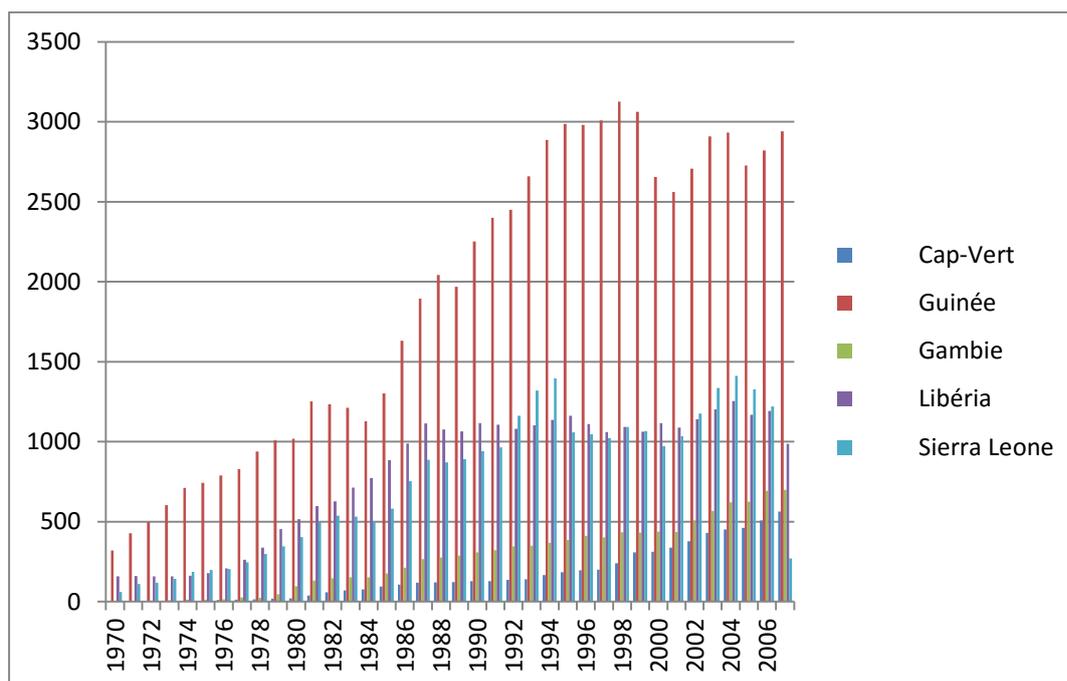
**Graphique 7 :** Solde budgétaire base engagements dons compris, en pourcentage du PIB pour les pays de l'UEMOA de 1991 à 2008



Pour les pays de l'UEMOA, les données disponibles couvrent la période 1991-2008. La variable macroéconomique considérée ici est le solde budgétaire exprimé en pourcentage du PIB. La première sous-période, 1991-1993, est caractérisée par une situation de déficit des comptes publics nationaux, à l'exception du Sénégal, qui enregistre un excédant en 1991, et du Bénin, qui connaît un très léger excédant en 1993. De 1994 à 2008, les pays sont globalement en situation de déficit budgétaire. Cependant, certains ont eu à enregistrer des résultats positifs par moments, c'est le cas du Bénin de 1997 à 1999, du Sénégal en 1996 et 1997, du Togo en 2003, en 2004 et en 2008 et du Niger en 1996 et en 2008. La Guinée Bissau, qui a rejoint l'UEMOA le 02 mai 1997, est le pays qui a les plus mauvaises performances entre 1997 et 2008, excepté l'année 2000 où le solde de ses comptes publics est légèrement en positif.

**Graphique 8 :** Solde budgétaire base engagements dons compris, en pourcentage du PIB pour les autres pays de la CEDEAO de 1970 à 2008





Pour le groupe des autres pays non membres de l’UEMOA, peu de données sont disponibles et concernent trois pays. Le solde budgétaire du Sierra Léone s’inscrit dans une dynamique positive car il n’a cessé de s’améliorer de 1999 à 2004, même s’il demeure toujours déficitaire. On retrouve la même dynamique de progression du solde des comptes publics du Cap Vert de 2004 à 2008, les deux dernières années affichant un solde nettement positif. Le solde budgétaire du Ghana est demeuré déficitaire de 2001 à 2008 : dans un premier temps, le déficit se réduit de 2001 à 2004 ; puis, dans un second temps, il s’aggrave de 2005 à 2008.

On peut affirmer, en guise de conclusion pour cette section, compte tenu des données disponibles et des pays étudiés, que le processus d’intégration en cours dans la CEDEAO n’influence pas positivement l’évolution du solde budgétaire des Etats membres. Ainsi, malgré les efforts consentis par ces pays, en particulier ceux de la zone UEMOA, pour respecter un des critères de convergence relatif au solde budgétaire, la maîtrise des dépenses publiques demeure toujours d’actualité.

## Conclusion

En définitive, les résultats des analyses statistiques et graphiques confirment l’hypothèse privilégiée, qui stipulait une influence non significative des progrès réalisés dans le cadre du processus d’intégration économique sous-régionale en cours sur les performances macroéconomiques enregistrées par les pays membres de la CEDEAO. En effet, ces résultats révèlent globalement que le processus d’intégration sous-régionale n’a pas un impact positif significatif sur les principales variables macroéconomiques des pays membres.

Les performances économiques n’ont pas été à la hauteur des espoirs suscités par le regroupement des pays au sein d’une communauté économique. De 1975 à 1991, les pays membres n’ont pas obtenu des résultats positifs et réguliers en termes de revenu réel par habitant. Cependant, à partir du début des années 2000, la plupart des pays membres réalisent des performances similaires en termes de PIB réel par habitant, en particulier le Sénégal, la Cote d’Ivoire, le Cap-Vert, la Sierra Léone, le Burkina, le Mali, le Niger, le Ghana et le Togo. Cette convergence du revenu réel par habitant demeure un résultat encourageant pour la suite du processus d’intégration économique en cours.

Le processus d’intégration n’a pas favorisé une amélioration significative de la situation du commerce extérieur des pays membres de la CEDEAO. Sur toute la période considérée, le solde de la balance commerciale de ces pays est souvent déficitaire. La situation budgétaire des pays membres est

loin d'être enviable. En effet, compte tenu des données disponibles et des pays étudiés, le processus d'intégration en cours n'exerce pas une influence positive sur l'évolution du solde budgétaire des Etats membres. Ainsi, malgré les efforts consentis par ces pays, en particulier ceux de la zone UEMOA, pour respecter un des critères de convergence relatif au solde budgétaire, la maîtrise des dépenses publiques demeure toujours d'actualité.

Les performances économiques sont donc globalement décevantes pour des pays qui se sont engagés dans un processus d'intégration économique depuis plus de trois décennies. D'où les deux interrogations légitimes et non exclusives suivantes : Faut-il renforcer la discipline collective que doivent respecter les Etats membres ? Faut revoir les critères de convergence macroéconomique pour les adapter aux réalités des pays membres ?

## Bibliographie

- Aidara, I. [2001]. « *L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à la lumière de la théorie des zones monétaires optimales : Etude diagnostique* », Mémoire de DEA en Sciences Economiques, 6<sup>ème</sup> Promotion du PTCI, 75 p.
- Asiedu, E. [2002]. « On the determinants of foreign direct investment to developing countries: Is Africa Different ? », *World Development*, Vol. 30, N° 1107-119.
- Bernanke, B.S. [1983]. « Irreversibility, Uncertainty, and cyclical Investment », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 98(1), p. 85-106.
- Boujedra, F. [2006]. « *La prise en compte du risque pays dans le choix d'implantation des investissements directs étrangers en direction des pays en développement Analyse théorique et empirique : Cas d'application aux pays en développement* », Thèse de doctorat en sciences économiques, décembre, Université d'Orléans.
- CNUCED [2005]. *Le développement économique en Afrique : Repenser le rôle de l'investissement direct étranger*, New York et Genève, septembre, 129 p.
- CNUCED [2006]. Statistiques en ligne : <http://www.unctad.org>
- CNUCED [2010]. *Rapport sur l'investissement dans le monde 2010*, New York et Genève, juillet, 59 p.
- Dunning, J.H. [1980]. « Toward an Eclectic Theory of International Production : Some Empirical Results », *Journal of International Business Studies*, 11, p. 9-31.
- Mishkin, F. [2007]. *Monnaie, banque et marchés financiers*, 8<sup>ème</sup> édition, Paris, Nouveaux Horizons, 894 p.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) [2010]. *Human Development Index : A statistical update 2009*, Division de statistique de l'ONU, <http://hdr.undp.org/en/statistics>
- Sarr, F. S. [2010]. « *Les effets asymétriques d'une politique monétaire unique : cas de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine (U.E.M.O.A)* », Thèse de doctorat en sciences Economiques, Université de Rennes 1, 235 p.
- Trotignon, J. et Yvars, B. [2002]. *Economie monétaire européenne – chocs et politique économique en UEM*, Hachette-Les Fondamentaux, Paris.

## Annexes

**Tableau 1 : PIB réel par habitant, en dollars des États-Unis aux prix courants et taux de change courants en millions pour les pays de l'UEMOA**

|             | Côte d'Ivoire | Sénégal | Bénin  | Burkina Faso | Guinée-Bissau | Mali   | Niger  | Togo   |
|-------------|---------------|---------|--------|--------------|---------------|--------|--------|--------|
| <b>1970</b> | 1500,93       | 952,01  | 298,13 | 463,08       | 97,74         | 276,05 | 401,59 | 264,73 |
| <b>1971</b> | 1597,12       | 983,88  | 316,40 | 472,71       | 96,93         | 330,00 | 430,35 | 298,33 |
| <b>1972</b> | 1872,16       | 1189,76 | 389,65 | 603,60       | 113,46        | 373,37 | 539,62 | 347,40 |
| <b>1973</b> | 2540,25       | 1367,91 | 477,31 | 698,49       | 139,81        | 432,50 | 575,17 | 405,53 |
| <b>1974</b> | 3070,24       | 1542,59 | 512,75 | 769,35       | 153,64        | 405,89 | 660,56 | 542,71 |

|      |          |          |         |         |        |         |         |         |
|------|----------|----------|---------|---------|--------|---------|---------|---------|
| 1975 | 3894,05  | 2078,24  | 623,89  | 915,22  | 176,68 | 604,26  | 841,29  | 598,67  |
| 1976 | 4661,87  | 2106,59  | 664,44  | 877,57  | 159,05 | 715,63  | 995,60  | 570,45  |
| 1977 | 6265,33  | 2157,29  | 727,51  | 1060,34 | 136,73 | 832,79  | 1175,63 | 687,07  |
| 1978 | 7901,45  | 2402,62  | 882,99  | 1366,49 | 157,92 | 965,19  | 1591,62 | 851,23  |
| 1979 | 9141,83  | 2997,97  | 1075,43 | 1833,66 | 172,81 | 1220,37 | 2083,66 | 1016,50 |
| 1980 | 10175,55 | 3253,95  | 1374,17 | 1988,94 | 163,18 | 1422,76 | 2537,91 | 1130,60 |
| 1981 | 8432,59  | 2699,54  | 1299,95 | 1843,16 | 177,78 | 1399,18 | 2213,43 | 949,47  |
| 1982 | 7566,94  | 2812,51  | 1267,89 | 1690,56 | 140,49 | 1228,22 | 2017,68 | 820,74  |
| 1983 | 6838,48  | 2699,34  | 1095,45 | 1544,62 | 141,08 | 1079,34 | 1803,21 | 738,19  |
| 1984 | 6841,41  | 2544,95  | 1051,23 | 1380,82 | 159,72 | 1060,75 | 1461,03 | 697,55  |
| 1985 | 6977,65  | 2807,03  | 1045,66 | 1613,78 | 144,52 | 1157,90 | 1440,36 | 740,10  |
| 1986 | 9158,67  | 4097,78  | 1335,63 | 2105,38 | 152,22 | 1689,55 | 1904,67 | 1049,94 |
| 1987 | 10087,62 | 5008,05  | 1562,39 | 2432,09 | 165,25 | 1998,76 | 2233,34 | 1249,10 |
| 1988 | 10253,54 | 5422,48  | 1619,73 | 2684,84 | 154,95 | 2067,50 | 2277,00 | 1517,83 |
| 1989 | 10714,45 | 5037,54  | 1502,16 | 2666,76 | 198,26 | 2073,30 | 2171,10 | 1489,26 |
| 1990 | 11892,83 | 6204,75  | 1844,90 | 3120,24 | 233,40 | 2509,69 | 2506,02 | 1789,02 |
| 1991 | 11531,09 | 5988,28  | 1898,22 | 3153,71 | 233,69 | 2450,84 | 2326,07 | 1767,61 |
| 1992 | 12032,86 | 6562,86  | 2245,63 | 3375,69 | 220,66 | 2785,88 | 2344,61 | 1853,62 |
| 1993 | 11152,60 | 5913,27  | 2274,66 | 3217,76 | 236,88 | 2771,06 | 2285,97 | 1412,82 |
| 1994 | 8314,05  | 3965,44  | 1503,61 | 2126,53 | 235,62 | 2082,92 | 1417,68 | 1095,04 |
| 1995 | 11104,91 | 4873,23  | 2169,70 | 2379,52 | 253,97 | 2719,25 | 1672,02 | 1446,21 |
| 1996 | 12139,15 | 5065,83  | 2361,12 | 2586,55 | 270,42 | 2780,42 | 1879,78 | 1580,71 |
| 1997 | 11722,14 | 4672,50  | 2268,30 | 2447,67 | 279,57 | 2697,11 | 1730,97 | 1609,61 |
| 1998 | 12640,88 | 5030,34  | 2455,09 | 2804,90 | 206,49 | 2920,36 | 1977,77 | 1523,37 |
| 1999 | 12561,33 | 5144,05  | 2488,89 | 2982,04 | 224,47 | 2938,61 | 1913,03 | 1526,15 |
| 2000 | 10681,54 | 4679,60  | 2359,12 | 2617,08 | 215,47 | 2655,44 | 1666,18 | 1294,14 |
| 2001 | 10735,45 | 4877,60  | 2499,27 | 2791,54 | 198,99 | 3017,63 | 1813,61 | 1332,20 |
| 2002 | 11493,88 | 5333,86  | 2807,66 | 3289,70 | 203,61 | 3189,06 | 2065,36 | 1472,40 |
| 2003 | 13737,60 | 6859,59  | 3557,23 | 4270,57 | 238,92 | 4221,53 | 2639,89 | 1673,51 |
| 2004 | 15701,38 | 8031,34  | 4050,87 | 5107,85 | 269,88 | 4982,27 | 2897,01 | 1935,43 |
| 2005 | 16802,34 | 8687,32  | 4358,01 | 5613,93 | 301,11 | 5486,32 | 3327,31 | 2081,57 |
| 2006 | 18220,46 | 9268,48  | 4711,70 | 6014,56 | 304,46 | 6122,65 | 3556,12 | 2197,21 |
| 2007 | 20649,83 | 11244,15 | 5578,52 | 7136,37 | 357,21 | 6839,58 | 4107,36 | 2540,84 |
| 2008 | 24417,18 | 13333,50 | 6695,07 | 8430,99 | 429,28 | 8272,71 | 4904,71 | 2916,86 |

**Tableau 2 : PIB réel par habitant, en dollars des États-Unis aux prix courants et taux de change courants en millions pour les autres pays de la CEDEAO**

|      | Nigéria  | Ghana   | Cap-Vert | Gambie | Guinée  | Libéria | Sierra Leone |
|------|----------|---------|----------|--------|---------|---------|--------------|
| 1970 | 10967,33 | 2214,64 | 64,14    | 46,38  | 518,09  | 310,28  | 397,40       |
| 1971 | 12762,59 | 2417,59 | 72,35    | 50,17  | 573,13  | 327,18  | 406,56       |
| 1972 | 15227,65 | 2112,59 | 81,84    | 51,70  | 611,22  | 354,57  | 465,69       |
| 1973 | 17152,90 | 1954,69 | 101,00   | 93,08  | 655,42  | 414,60  | 555,62       |
| 1974 | 28385,49 | 2277,22 | 101,19   | 129,28 | 752,12  | 507,20  | 635,59       |
| 1975 | 37183,36 | 2182,55 | 117,80   | 153,92 | 846,87  | 609,60  | 644,48       |
| 1976 | 44868,03 | 2226,59 | 109,93   | 159,32 | 966,53  | 631,70  | 634,40       |
| 1977 | 52189,20 | 2421,71 | 103,12   | 157,74 | 993,39  | 706,20  | 703,51       |
| 1978 | 59100,05 | 2811,55 | 118,70   | 200,36 | 1135,44 | 773,70  | 932,55       |
| 1979 | 69908,15 | 2968,53 | 127,27   | 225,11 | 1214,91 | 891,30  | 1037,81      |
| 1980 | 88980,31 | 3253,41 | 142,25   | 239,22 | 1359,73 | 916,60  | 1167,83      |
| 1981 | 83747,94 | 3434,31 | 139,48   | 226,71 | 1496,51 | 1054,30 | 1313,94      |
| 1982 | 79676,37 | 3391,22 | 140,65   | 264,60 | 1616,24 | 1093,30 | 1437,16      |
| 1983 | 80014,52 | 3364,45 | 138,51   | 233,01 | 1701,99 | 1085,60 | 1374,03      |

|      |           |          |         |        |         |         |         |
|------|-----------|----------|---------|--------|---------|---------|---------|
| 1984 | 83919,16  | 3792,65  | 132,06  | 216,50 | 1790,63 | 1070,20 | 1809,00 |
| 1985 | 82282,56  | 4108,11  | 137,78  | 275,61 | 1937,87 | 1055,30 | 1393,51 |
| 1986 | 42694,35  | 4418,03  | 190,72  | 210,67 | 2042,76 | 1037,20 | 1161,71 |
| 1987 | 27866,51  | 4757,71  | 236,15  | 226,31 | 2168,44 | 1089,50 | 810,58  |
| 1988 | 32607,94  | 5197,86  | 265,35  | 282,93 | 2384,30 | 1158,30 | 1282,57 |
| 1989 | 31019,64  | 5251,71  | 268,36  | 298,45 | 2432,03 | 1193,60 | 1314,17 |
| 1990 | 35026,16  | 6229,22  | 308,05  | 333,27 | 2818,16 | 384,40  | 940,94  |
| 1991 | 33207,63  | 7003,72  | 321,11  | 331,71 | 3015,01 | 348,00  | 1129,74 |
| 1992 | 32109,60  | 6887,46  | 358,45  | 346,31 | 3304,72 | 223,50  | 984,87  |
| 1993 | 32414,63  | 5969,52  | 361,55  | 355,30 | 3280,90 | 160,40  | 1113,63 |
| 1994 | 29787,94  | 5443,65  | 409,04  | 362,82 | 3434,38 | 132,20  | 1320,72 |
| 1995 | 30301,93  | 6461,66  | 490,61  | 378,90 | 3923,08 | 134,80  | 1261,19 |
| 1996 | 32420,80  | 6929,56  | 504,86  | 395,90 | 4099,15 | 159,40  | 1363,98 |
| 1997 | 33886,03  | 6887,73  | 493,35  | 409,81 | 4006,04 | 289,20  | 1231,49 |
| 1998 | 35192,97  | 7478,05  | 525,68  | 420,85 | 3705,11 | 359,60  | 973,86  |
| 1999 | 35870,79  | 7714,04  | 596,83  | 431,94 | 3621,05 | 441,80  | 969,55  |
| 2000 | 46386,00  | 4974,80  | 539,23  | 420,90 | 3112,37 | 560,90  | 920,99  |
| 2001 | 44138,01  | 5315,61  | 563,02  | 417,92 | 3034,87 | 543,00  | 1166,92 |
| 2002 | 59116,87  | 6160,57  | 620,97  | 369,73 | 3208,91 | 559,30  | 1317,22 |
| 2003 | 67655,84  | 7628,30  | 813,96  | 367,14 | 3621,38 | 435,30  | 1432,08 |
| 2004 | 87845,40  | 8876,61  | 924,31  | 401,01 | 4014,25 | 496,80  | 1426,41 |
| 2005 | 112248,32 | 10726,11 | 1006,36 | 461,30 | 3256,75 | 548,40  | 1496,41 |
| 2006 | 145429,80 | 12912,92 | 1201,64 | 507,66 | 3284,80 | 611,58  | 1655,04 |
| 2007 | 173184,28 | 15178,84 | 1426,32 | 643,51 | 4232,99 | 729,54  | 1935,28 |
| 2008 | 222867,20 | 16003,93 | 1674,84 | 776,29 | 4300,80 | 833,10  | 2265,23 |

**Tableau 3 : Solde des transactions courantes, en pourcentage du PIB pour les pays de l'UEMOA, de 1986 à 1993**

|                      | 1986   | 1987   | 1988   | 1989   | 1990   | 1991   | 1992   | 1993   |
|----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| <b>Bénin</b>         | -3,95  | -2,19  | -6,51  | -0,89  | -0,98  | -11,52 | -4,48  | -2,79  |
| <b>Burkina Faso</b>  | -0,89  | -2,10  | -1,78  | 3,80   | -2,48  | -2,89  | -1,03  | -3,05  |
| <b>Guinée-Bissau</b> | -38,32 | -25,94 | -33,93 | -37,63 | -18,57 | -29,32 | -42,85 | -26,16 |
| <b>Mali</b>          | -15,14 | -11,06 | -12,38 | -7,48  | -9,13  | -7,12  | -8,45  | -7,04  |
| <b>Niger</b>         | -8,19  | -7,92  | -10,11 | -11,79 | -9,51  | -7,57  | -6,79  | -6,05  |
| <b>Togo</b>          | -5,32  | -4,85  | -6,32  | -3,76  | -5,17  | -8,79  | -8,19  | -6,68  |
| <b>Cote d'Ivoire</b> | -3,25  | -9,60  | -12,08 | -9,90  | -11,25 | -10,24 | -9,08  | -8,07  |
| <b>Sénégal</b>       | -8,80  | -8,53  | -8,12  | -7,08  | -6,35  | -6,62  | -6,68  | -7,62  |

**Tableau 4 : Solde des transactions courantes, en pourcentage du PIB pour les autres pays de la CEDEAO, de 1986 à 1993**

|                     | 1986   | 1987   | 1988   | 1989  | 1990   | 1991  | 1992  | 1993   |
|---------------------|--------|--------|--------|-------|--------|-------|-------|--------|
| <b>Gambie</b>       | 2,32   | 6,25   | 12,02  | 5,89  | 7,39   | 4,15  | 10,70 | -1,45  |
| <b>Cap Vert</b>     | 0,81   | -0,99  | -0,17  | -4,35 | -1,13  | -1,98 | -3,08 | -6,59  |
| <b>Guinée</b>       | -6,44  | -1,87  | -9,29  | -7,39 | -7,61  | -9,58 | -8,00 | -1,73  |
| <b>Mauritanie</b>   | -24,20 | -16,18 | -10,01 | -1,89 | -0,94  | -2,64 | -8,08 | -13,92 |
| <b>Sierra Léone</b> | 28,71  | -4,33  | -0,27  | -6,40 | -10,68 | 1,97  | -0,81 | -7,51  |
| <b>Ghana</b>        | -1,49  | -1,93  | -1,29  | -1,79 | -3,79  | -3,82 | -5,88 | -9,37  |
| <b>Nigéria</b>      | 1,04   | -0,31  | -1,30  | 4,57  | 17,52  | 4,40  | 6,93  | -3,65  |

**Tableau 5 : Solde des transactions courantes, en pourcentage du PIB pour les pays de l'UEMOA, de 1994 à 2007**

|                      | 1994  | 1995  | 1996  | 1997  | 1998  | 1999  | 2000  | 2001  | 2002  | 2003  | 2004  | 2005 | 2006  | 2007   |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|-------|--------|
| <b>Bénin</b>         | 0,70  | -8,31 | -1,85 | -7,14 | -5,68 | -6,52 | -3,57 | -3,16 | -5,56 | -9,31 | -7,13 | -    | -4,58 | -9,65  |
| <b>Mali</b>          | -9,23 | 11,51 | -9,96 | -7,21 | -8,02 | -9,84 | 10,51 | 11,79 | -4,45 | -6,21 | -8,39 | 8,25 | -3,93 | -8,49  |
| <b>Niger</b>         | -8,07 | -8,06 | -5,47 | -7,20 | -7,34 | -6,80 | -5,79 | -4,74 | -7,59 | -8,07 | -7,97 | -    | -8,61 | -8,27  |
| <b>Togo</b>          | -5,73 | -9,31 | 10,50 | -7,80 | -8,83 | -8,07 | 10,51 | 12,74 | -9,48 | -9,22 | -9,98 | 9,71 | -7,96 | -8,64  |
| <b>Cote d'Ivoire</b> | -0,17 | -4,48 | -1,34 | -1,32 | -2,27 | -0,95 | -2,32 | -0,58 | 6,69  | 2,14  | 1,56  | 0,24 | 2,76  | -0,70  |
| <b>Sénégal</b>       | -4,83 | -5,01 | -3,96 | -3,96 | -4,89 | -6,22 | -7,08 | -5,03 | -5,94 | -6,37 | -6,36 | 7,78 | -9,19 | -11,58 |

**Tableau 6 : Solde des transactions courantes, en pourcentage du PIB pour les autres pays de la CEDEAO**

|                     | 1994  | 1995  | 1996  | 1997 | 1998  | 1999  | 2000  | 2001  | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  | 2007  | 2008  |
|---------------------|-------|-------|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>Cap Vert</b>     | -     | -     | -     | -    | -     | -     | -     | -     | -     | -     | -     | -     | -     | -     | -     |
| <b>Sierra Léone</b> | -9,77 | 13,56 | 15,98 | 6,45 | -4,94 | 14,84 | 17,66 | 12,15 | -7,83 | -8,36 | -9,04 | -8,47 | -6,68 | -9,63 | 11,62 |
| <b>Ghana</b>        | -4,68 | -2,23 | -4,43 | 5,86 | -6,98 | 12,51 | -7,76 | -6,11 | -0,52 | 3,65  | -6,39 | 10,30 | -8,20 | 14,40 | 21,28 |
| <b>Nigeria</b>      | -8,99 | -9,17 | 9,93  | 1,52 | 13,20 | 1,45  | 16,15 | 5,16  | 1,83  | 5,01  | 19,17 | 33,20 | 26,03 | 18,64 | 19,00 |

**Tableau 7 : Solde budgétaire base engagements dons compris, en pourcentage du PIB pour les pays de l'UEMOA**

|                      | 1991  | 1992  | 1993  | 1994  | 1995 | 1996       | 1997       | 1998  | 1999 | 2000 | 2001 | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006 | 2007  | 2008 |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|------|------------|------------|-------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|------|-------|------|
| <b>Bénin</b>         | -5,6  | -3,1  | 0,4   | -0,7  | -3,1 | -0,4       | <b>0,3</b> | 2,1   | 1,9  | -2,1 | -0,6 | -2,3  | -2,6  | -1,0  | -2,5  | -0,9 | 1,9   | -1,7 |
| <b>Burkina Faso</b>  | -2,3  | -3,0  | -3,4  | -3,7  | -1,6 | -0,6       | -3,2       | -3,1  | -3,6 | -3,8 | -3,2 | -4,8  | -2,9  | -4,3  | -4,5  | -5,4 | -6,8  | -4,4 |
| <b>Côte d'Ivoire</b> | -13,0 | -10,2 | -12,0 | -6,9  | -3,7 | -2,0       | -2,0       | -1,7  | -2,4 | -1,2 | 0,9  | -1,4  | -2,6  | -1,8  | -1,6  | -1,3 | -0,8  | -0,4 |
| <b>Guinée-Bissau</b> | n.d.  | n.d.  | n.d.  | n.d.  | n.d. | n.d.       | -17,4      | -16,3 | -9,7 | 0,6  | -9,5 | -11,1 | -15,5 | -14,0 | -11,7 | -7,0 | -10,4 | -7,5 |
| <b>Mali</b>          | -3,9  | -4,4  | -4,3  | -4,2  | -3,2 | -0,9       | -2,1       | -2,4  | -3,4 | -3,7 | -5,1 | -3,8  | -0,7  | -2,9  | -3,2  | -3,5 | -3,3  | -2,5 |
| <b>Niger</b>         | -3,6  | -4,4  | -3,7  | -7,0  | -3,5 | <b>0,4</b> | -3,0       | -2,8  | -5,2 | -3,8 | -3,6 | -3,0  | -3,7  | -2,5  | -2,0  | -1,9 | -0,9  | 2,0  |
| <b>Sénégal</b>       | 2,0   | -2,7  | -3,0  | -2,0  | -0,2 | <b>2,3</b> | <b>0,3</b> | -0,3  | -1,4 | -0,2 | -2,1 | -0,1  | -2,0  | -3,4  | -3,0  | -6,0 | -4,6  | -4,8 |
| <b>Togo</b>          | -6,0  | -4,3  | -15,0 | -10,9 | -6,4 | -3,2       | -1,9       | -5,7  | -3,1 | -4,6 | -2,1 | -0,7  | 2,4   | 1,3   | -2,9  | -2,9 | -0,7  | -0,2 |

**Tableau 8 : Solde budgétaire base engagements dons compris, en pourcentage du PIB pour les autres pays de la CEDEAO**

|                     | 1999  | 2000  | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007  | 2008  |
|---------------------|-------|-------|------|------|------|------|------|------|-------|-------|
| <b>Cap Vert</b>     |       |       |      |      |      |      | -2,9 | 1,85 | 2,061 | 2,448 |
| <b>Ghana</b>        |       |       | -6,5 | -5   | -3,6 | -1,4 | -1,4 | 6,74 | -7,73 |       |
| <b>Sierra Leone</b> | -9,47 | -9,33 | -9,2 | -8,3 | -5,6 | -2,4 |      |      |       |       |

**Critères du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les États membres de l'UEMOA**

➤ **Critères de premier rang**

- Le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal doit être supérieur ou égal à 0 % (critère clé).
- L'inflation est maintenue à moins de 3 % par an.
- L'État n'accumule pas d'arriérés de paiement intérieurs ni extérieurs sur la gestion de la période courante. Les États doivent éliminer les stocks d'arriérés existants.
- L'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal n'excède pas 70 %.

➤ **Critères de second rang**

- La masse salariale n'excède pas 35 % des recettes fiscales.
- Les investissements publics financés sur ressources internes atteignent au moins 20 % des recettes fiscales.
- Le déficit extérieur courant hors dons rapporté au PIB nominal n'excède pas 5 %.
- Les recettes fiscales sont supérieures ou égales à 17 %.